Fondation Jean Jaurès

Démocratie

TOUT COMMENCE MAINTENANT

Adrien Abecassis

17/07/2017

Le cadre est désormais posé : l'Assemblée nationale a été élue, le président a donné la feuille de route, le Premier ministre l'a déclinée, le gouvernement a reçu le vote de confiance. Tout est en place, le montage est terminé, le quinquennat peut enfin commencer. Mais au fait, qu'est-ce qui doit commencer aux yeux des Français ? Que nous disent, déjà, les analyses d'opinion ? Comment ont évolué les perceptions des Français durant ces mois depuis l'élection ? Comment et sur quoi jugeront-ils la réussite ou l'échec de ce pouvoir neuf en qui ils ont fait, au nom du pays, un pari ?

Le préalable sera d'abord le rétablissement d'une certaine confiance politique. C'est beaucoup sur cette espérance que les Français ont porté Emmanuel Macron à la tête du pays : changer la classe politique dans l'espoir de retrouver des moyens d'agir. Les Français semblent lui reconnaître de s'être tenu à cette ligne dans la composition du gouvernement, les investitures, la première loi sur la moralisation – ils auraient sanctionné durement si ça n'avait pas été le cas. Mais le mur à franchir pour rétablir la confiance est gigantesque : 69% des Français pensent toujours que « la plupart des hommes politiques sont corrompus » et 24% seulement estiment que « le système démocratique fonctionne plutôt bien en France » selon l'étude « Fractures françaises » menée par Ipsos pour la Fondation Jean-Jaurès, *Le Monde* et Sciences Po.

En attendant, dans la réforme à marche forcée de ce système politique, les Français ne reprochent pas au président d'user des attributs du pouvoir, au contraire. Il est vrai qu'ils étaient 88% à penser que « l'on a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre »… Taux qui atteint un quasi-unanimisme chez les employés et ouvriers : dans la France populaire, les marques de fermeté, voire d'autorité, contre un monde politique qui paraissait ne plus s'occuper d'eux étaient depuis longtemps attendues.

La deuxième attente, après le préalable que constitue le renouveau politique, est l'envie de retrouver un avenir pour la France ; un avenir différent de celui qui paraissait promis et s'apparentait pour beaucoup de Français à un lent déclin que rien ne parvenait plus à freiner. Cette soif d'avenir retrouvé a un effet auto-réalisateur : le déclinisme (le sentiment que « la France est en déclin » testé par Ipsos) a déjà reculé de 17 points ! Même s'il reste, là encore, à un taux

remarquablement élevé, signe de la hauteur du défi à relever : la prophétie auto-réalisatrice peut amorcer la pompe, mais ne retournera pas d'elle-même la tendance.

Mais déjà, puisque l'on peut un peu plus croire en l'avenir, la nostalgie des valeurs du passé s'estompe. Les Français ne sont plus « que » 64% à penser que « en France, c'était mieux avant » (contre 74% il y a trois ans) et, pour la première fois, une majorité se dit que « quand je pense à la France dans les années qui viennent, je me dis que son avenir est plein d'opportunités et de possibilités ». L'horizon des possibles commence à se rouvrir… il demande maintenant à être réalisé.

Pour cela, inutile de s'agiter. On ne réforme pas un pays en deux mois, et les Français le savent bien… Ils sont même franchement las de l'agitation pour l'agitation, et pas dupes des effets de manche qu'ils décryptent immédiatement. En revanche, ils attendent fermement que, cette fois, ce soit pour de vrai ! C'est différent. Il est vrai qu'une forme d'impatience monte, mais il y a dans cette attente une demande de « confirmation ». Car les Français sont parfaitement conscients que c'est d'eux, et d'eux seuls, que procède ce nouveau pouvoir : ce sont eux, par leur vote, qui l'ont créé, puis qui lui ont donné les moyens nécessaires d'agir lors des législatives.

Ils ont donc fait leur partie du contrat, maintenant ils testent l'autre : ce nouveau pouvoir fera-t-il ce qu'il a dit, ou bien va-t-il en oublier les termes maintenant que la clause de rétractation législative est passée et considérer qu'il peut désormais faire ce qu'il veut ? Telle est « l'impatience » que l'on voit poindre. Celle du scepticisme légendaire des Français… à moins que ce ne soit l'expérience. Et celle qui rend l'opinion épidermique à tout sentiment de « revirement », « hésitation » ou « cafouillage » (pour reprendre les mots des données qualitatives), comme on a pu le voir ces derniers jours à propos de la fiscalité.

Il fallait donc redonner le sens, réaffirmer que le cap n'avait pas changé et allait être tenu. Cela a été le mérite du doublé du Congrès et de la déclaration de politique générale (avec ses ajustement postérieurs), même si l'opinion ne semble avoir perçu cette feuille de route que par bribes : plus de 30% des Français interrogés par Harris Interactive au lendemain de ces discours se disaient ainsi incapables de se prononcer faute d'informations suffisantes. Le cap, et la cohérence, resteront un challenge à prouver en permanence.

Quant à l'opposition, le temps des grandes manœuvres a commencé. Les différentes oppositions se constituent lentement, et d'abord celle de Jean-Luc Mélenchon, désigné par les Français comme le « meilleur opposant » à Emmanuel Macron. Mais sur quelle ligne, et sur quelle base sociale ? Être un orateur coriace et savoir mieux que d'autres capter la lumière, dans une

Assemblée que beaucoup découvrent, est une condition nécessaire mais non suffisante. Or la ligne de critique institutionnelle, si elle peut conforter des jugements déjà négatifs, ne peut pas fonder une opposition en soi (84% des Français pensent que « l'autorité est une valeur trop souvent critiquée aujourd'hui » ! La critique de l'autorité du pouvoir ne prendra pas pour elle-même), et la base sociale de La France insoumise n'est pas particulièrement ancrée dans la France populaire la plus nombreuse. Restera la critique sociale, mais avec les réticences de l'opinion que l'on connaît envers la gauche radicale. Jean-Luc Mélenchon cherchera sans doute à se « désenclaver » pour élargir son socle, en attendant il a un talon d'Achille qui pourrait se révéler à long terme.

Le Front national pour sa part reste remarquablement absent, peu audible, empêtré dans sa crise interne. Il est trop tôt pour dire comment il en sortira, mais il faut noter que malgré son absence de parole depuis l'élection et l'image très politicienne que renvoie la chronique des affrontements en son sein, c'est bien encore lui qui, dans tous les baromètres publiés depuis l'élection, attire la plus grande part de cette France populaire en colère et en rejet.

Ces deux partis sont en moins mauvaise posture que les autres, en particulier le Parti socialiste et Les Républicains – tous deux écartelés – pour se constituer en opposition. Mais pour eux comme pour les autres, il leur faudra malgré tout se réinventer. Les postures d'opposition systématique sur des clivages traditionnels ont en effet peu de chance de fonctionner, il faudra du temps pour trouver les nouveaux positionnements. Le temps que de nouvelles lignes idéolgiques se constituent, qui ne seront plus – ou plus seulement – la droite et la gauche : plus des deux tiers des Français pensent que « les notions de droite et de gauche sont dépassées, ce n'est plus comme ça qu'on peut juger les prises de position ». Signe que tous les partis sont mis devant l'obligation de se réinventer : on ne trouve aucun parti, de La France insoumise au Front national, dont les sympathisants pensent que la droite et la gauche sont toujours des critères premiers de positionnement ! L'élection présidentielle puis les législatives n'ont pas achevé la reconfiguration politique : elles n'ont fait que l'inaugurer.

La feuille de route est ainsi posée, le cadre politique cherche ses nouvelles marques. Mais à la fin, les seuls juges, la seule voix qui comptera sera celle des Français eux-mêmes.

Pour l'instant, ils conservent plutôt une certaine envie d'y croire – on ne joue pas l'avenir du pays en l'espérant perdant. C'est ce qui explique la relative bienveillance. Mais elle reste un sursis : les gens ont fait un pari, ils espèrent avoir fait le bon, ils attendent de voir et jugeront en temps et en heure.

Pour l'instant, peu de sujets sont suffisamment identifiés pour leur permettre de se former un jugement. Même la réforme du code du travail, qui est en réalité encore peu connue sur le fond :

deux tiers des Français disent ainsi n'en avoir que « vaguement » entendu parler (Harris Interactive). Ils ont compris, en revanche, qu'il va falloir faire des efforts. Et ils commencent à demander (exiger !) qu'ils soient équitablement partagés et que la classe politique donne l'exemple.

Moins d'un Français sur deux (49%) se dit ainsi « prêt à faire des efforts pour redresser le pays », alors qu'ils étaient selon l'Ifop 67% il y a cinq ans. Il ne s'agit cependant pas d'un refus, plutôt d'une disponibilité « conditionnelle » : si tout le monde participe, que les efforts paraissent justes, qu'il n'y a pas de passe-droit, alors faire un effort pour redresser la France, s'il le faut vraiment… Mais bien peu n'ont pas spontanément confiance dans le fait que ces conditions soient remplies. Il faudra les prouver. Chat échaudé craint l'eau froide… Ce sont ces mêmes sentiments que l'on retrouve dans les verbatims recueillis pas BVA : « Versailles, pourquoi pas, mais les économies, à commencer par celui qui le dit. Après, on parlera d'égalité ». « Puisqu'il faut économiser, commençons par le gouvernement et son train de vie, l'évasion fiscale, les aides qui doivent aller aux PME et pas aux grands groupes qui licencient… ».

Derrière cette actualité qui se déplie et se replie, le critère ultime de jugement que les Français commencent (déjà !) à dessiner sera la capacité à préserver l'unité de la Nation. Peut-on réformer, transformer un pays sans dommages ? Beaucoup de Français semblent en douter, et ils craignent d'être laissés sur le bord du chemin. Que le renouveau se fasse sans eux, que l'avenir s'écrive en les laissant de côté, qu'ils deviennent inutiles. Plus de 80% de la France populaire, ouvriers et employés, disent ainsi avoir « le sentiment que [leurs] idées ne sont pas bien représentées » ; contre 66% des cadres. Là est tout le paradoxe de cette élection, de ce pari du renouveau total : vu comme absolument nécessaire, mais aussi très risqué. Oui, le pays doit sortir de ses blocages et se mettre en marche, mais s'il se mettait en marche sans nous ? Risquons-nous d'être déclarés obsolètes, trop vieux, pas assez mobiles, trop incapables de nous transformer pour avoir une place dans cette nouvelle page qui s'écrit du récit de la France ?

Là est la vraie crainte de l'opinion, qui explique l'hypersensibilité à tous les gestes ou petites phrases laissant penser que cette peur pourrait se matérialiser, qu'il y a plusieurs catégories de Français, que certains pourraient avoir plus de mal à monter dans le train que d'autres. Et nul doute que ceux qui se sentiraient délaissés par cette « remise en marche » se feront entendre, bruyamment, violemment même si cela peut être une question existentielle.

Tel sera le juge de paix, voilà ce qui commence : la capacité à réformer, renouveler le pays en profondeur, retourner toutes les pierres s'il le faut, en redonnant à chaque Français une place, sa place, dans la nouvelle France qui se dessine… Tout commence maintenant.